

L'OMC et l'Union douanière : quel impact sur le secteur bancaire russe ?



Dmitri Mirochnitchenko

Octobre 2012

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Centre Russie/NEI

© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2012

ISBN : 978-2-36567-074-6

IFRI

27 RUE DE LA PROCESSION
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60
E-MAIL : accueil@ifri.org

IFRI-Bruxelles

RUE MARIE-THERESE, 21
1000 BRUXELLES
TEL. : 32(2) 238 51 10
FAX : 32 (2) 238 51 15
E-MAIL : urbanczyk@ifri.org

SITE INTERNET : www.ifri.org

Russie.Nei.Visions est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques que politiques et économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : info.russie.nei@ifri.org

Derniers numéros

- P. Baev, « La politique russe dans l'Arctique et la modernisation de la Flotte du Nord », *Russie.Nei.Visions*, n° 65, août 2012 ;
- D. Fean, « La Russie et l'OMC, mariage d'amour ou de raison ? », *Russie.Nei.Visions*, n° 64, février 2012 ;
- A. Sidorenko, « Le Web russe : espace de tensions entre la société et l'État », *Russie.Nei.Visions*, n° 63, décembre 2011.

Les archives de *Russie.Nei.Visions* sont accessibles à l'adresse [<www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/651883/>](http://www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/651883/)

Auteur

Dmitri Mirochnitchenko est chercheur au « Centre de développement » du Haut collège d'Économie (Université nationale de recherches) à Moscou. Après une carrière dans la banque commerciale, il a fait partie du département d'études de la Banque de Russie en 1998-1999. Il est membre du Conseil sur la politique monétaire, la politique de crédit et la régulation financière auprès de l'Association de banques régionales « Rossia ». Il participe également aux travaux du Club des analystes bancaires et des macro-économistes. Il a pris part aux activités du Groupe d'experts pour les banques et les marchés financiers dans le cadre de l'élaboration de la Stratégie du développement socio-économique de la Russie jusqu'à 2020. Enfin, il est l'auteur d'un bulletin mensuel sur l'état du système bancaire russe « Banki : statistika & èkonomika » [Banques : statistiques et économie].

Sommaire

RESUME.....	4
UN SYSTEME BANCAIRE HISTORIQUEMENT CONCURRENTIEL	5
VERS UNE PRESENCE ACCRUE DES BANQUES ETRANGERES EN RUSSIE?8	
IMPACT POTENTIEL DES CHANGEMENTS STRUCTURELS	14
Adhésion à l'OMC : quelles conséquences pour le secteur bancaire russe ?	14
La création de l'Union douanière et le système bancaire	17
CONCLUSION.....	19

Résumé

La Russie est désormais membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de l'Union douanière (Russie-Biélorussie-Kazakhstan). Comment ce nouveau contexte de l'approfondissement de l'intégration internationale et régionale influencera-t-il la concurrence dans le secteur bancaire russe ? Cette étude estime que l'adhésion de la Russie à l'OMC ne devrait pas provoquer d'augmentation significative des investissements étrangers dans ce segment du marché russe. En revanche, les changements qui surviendront inévitablement dans la structure de l'économie mèneront à la faillite de nombreuses banques, qui n'auront pas eu le temps de diversifier suffisamment leurs activités et leur clientèle. Les établissements de crédit ne bénéficiant pas du soutien de l'État et ne disposant pas d'une clientèle suffisante parmi les entreprises devront chercher d'autres niches, liées à la vente de services bancaires aux couches moins aisées de la population.

Cet article a été initialement présenté dans le cadre de l'Eurasian Trade Task Force (ETTF) le 31 mai 2012 à l'Ifri, Paris. Ce groupe de travail analyse les projets d'intégration économique et commerciale en Eurasie, ainsi que leur impact sur la politique intérieure et étrangère des pays de la région.

Un système bancaire historiquement concurrentiel

De tous les secteurs de l'économie russe, le secteur bancaire a sans doute été, depuis l'indépendance du pays, celui où la concurrence a été la plus forte. L'explication tient, d'une part, à l'extrême facilité de l'enregistrement de nouvelles banques et, d'autre part, à une relative transparence du secteur bancaire (par rapport au contexte économique russe). L'une des principales manifestations en a été l'apparition d'un nombre important d'« organisations de crédit » (*kreditnye organizazii*) privées¹.

Deux autres facteurs ont contribué à l'émergence de nombreux acteurs indépendants sur le marché bancaire : sa rentabilité élevée et sa non-saturation. En effet, le secteur privé de l'économie russe, en plein essor, était très demandeur de services bancaires. Cette demande ne pouvait être satisfaite par les établissements de crédit existants, qui n'étaient en général que des vestiges du système financier soviétique. Au début des années 2000, l'économie russe, en croissance rapide, a commencé à exiger des services de meilleure qualité, ce qui a provoqué un durcissement de la concurrence et un resserrement du secteur bancaire.

Ainsi, début 2008, il ne restait en Russie que 1 136 établissements de crédit actifs contre 2 378 en 2000 ; et en avril 2012, leur nombre était tombé à 975. Parallèlement à cette réduction du nombre de banques russes, on assistait à une augmentation des prises de participation étrangères dans les établissements bancaires du pays (voir tableau 1), ce qui a également contribué à l'intensification de la concurrence.

Grâce à sa forte croissance, le système bancaire russe a su attirer les meilleurs jeunes cadres du pays. Les raisons en sont les hautes rémunérations pratiquées par les banques par rapport à d'autres secteurs de l'économie², ainsi que les perspectives de

Cette étude a été réalisée avec le soutien du Programme des recherches fondamentales du Haut Collège d'Économie (NIU VShE) en 2012.

Traduit du russe par Boris Samkov.

¹ Pour plus de détails sur les débuts du système bancaire russe, voir : S. Aleksašenko *et al.* « Bankovskij krizis : tuman rasseivaetsâ ? » [Crise bancaire : le brouillard est-il en train de se lever ?], *Voprosy èkonomiki*, 1999, n°5.

² D'après Rosstat (Service fédéral russe des statistiques), en 2011, le salaire moyen dans le secteur de la banque et des finances s'élevait à 50 120 roubles (1 250 euros) par mois, ce qui en faisait le salaire moyen le plus élevé du pays. Par comparaison, le salaire moyen en Russie la même année était de 20 952 roubles (525 euros) tous

carrière prometteuses. Dans les autres secteurs, les postes de direction des entreprises (lesquelles dataient pour la plupart de l'époque soviétique) étaient déjà occupés par d'anciens cadres, tandis que les banques nouvellement créées offraient aux jeunes cadres dynamiques la possibilité d'une promotion de carrière rapide. Un autre facteur d'importance pour le développement du secteur a été le durcissement constant des règles imposées par la Banque de Russie aux établissements de crédit. Le durcissement du système des réglementations économiques, la réforme de la gestion comptable, la sophistication des normes relatives aux comptes financiers ont fait de la banque le secteur le plus transparent de toute l'économie russe.

Tableau 1. Évolution du nombre d'établissements russes de crédit dont le capital est détenu, partiellement ou en totalité, par des non-résidents (en début d'année)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Total	126	123	128	131	136	153	202	221	226	220	230
Dont											
Participation étrangère supérieure à 50 %	35	38	41	42	52	65	86	102	108	111	113
Participation étrangère de 100 %	23	29	32	33	41	52	63	76	82	77	77

Source : Banque de Russie.

La crise économique et financière de 2008 a été à l'origine de changements institutionnels notables dans l'économie russe en général et dans son secteur bancaire en particulier. Des prises de risques inconsidérées ont provoqué la faillite de plusieurs banques importantes liées à des hauts fonctionnaires russes, dont Sviazbank, Globex, Kit-Finance ou Mejprombank : presque toutes ont été nationalisées. Il faut souligner que cette situation a été rendue possible par l'absence d'une réelle indépendance de la Banque centrale de Russie, subordonnée à la « verticale du pouvoir », ainsi que par le faible poids politique de sa direction par rapport à l'influence de certains hauts fonctionnaires et de représentants du monde des affaires directement liés aux autorités politiques. Les actions du gouvernement russe visant à surmonter la crise ont abouti à une augmentation notable du poids de l'État dans l'économie en général et dans le système bancaire en particulier³. À la mi-2009, le vice-ministre du Développement économique, Andreï Klepatch, a

secteurs économiques confondus ; de 46 271 roubles (1 155 euros) dans le secteur de l'extraction des ressources énergétiques ; de 20 102 roubles (500 euros) dans la production de machines et d'équipements ; et de 14 075 roubles (352 euros) dans l'éducation, Rosstat,

<www.gks.ru/wps/wcm/connect/rosstat/rosstatsite/main/population/wages/#>.

³ Pour une analyse détaillée des mesures anti-crise, voir S. Aleksašenko, V. Mironov, D. Mirošničenko, « Rossijskij krizis i antikrizisnyj paket : celi, masštaby, èffektivnost' » [La crise russe et les mesures anti-crise : objectifs, ampleur, efficacité], *Voprosy èkonomiki*, 2011, n° 2.

estimé dans une interview à RIA Novosti que la présence de l'État dans l'économie s'élevait à environ 50 %⁴. Depuis lors, la politique du gouvernement russe n'a fait que contribuer à augmenter davantage la participation directe et indirecte de l'État dans l'économie. En parallèle, comme il est difficile de mettre en œuvre une politique industrielle active sans disposer des structures financières nécessaires, l'État a multiplié les prises de contrôle de banques. D'après nos estimations, la part des banques d'État de niveau fédéral dans les actifs totaux du système bancaire est passée de 48,6 % début 2008 à 55,9 % en janvier 2012.

Ainsi, l'économie russe, y compris son segment bancaire, s'est retrouvée divisée entre un secteur public croissant et un secteur privé en stagnation en termes de clientèle. C'est pourquoi la concurrence dans le secteur bancaire s'est accrue aussi bien entre les établissements publics et privés qu'à l'intérieur du segment privé.

Dans ces conditions, on peut supposer que, sans règlement des problèmes institutionnels liés à la prédominance du secteur public et à l'absence d'une Banque centrale réellement indépendante, l'approfondissement de l'intégration internationale de l'économie russe n'aura pas de conséquences substantielles pour le secteur bancaire.

Cette note analyse les changements qui pourraient se produire aux niveaux économique et institutionnel à la suite de l'adhésion de la Russie à l'OMC et de l'intégration économique régionale dans le cadre de l'Union douanière et la façon dont ces changements pourraient affecter la concurrence dans le système bancaire. Deux mécanismes d'influence sur le secteur bancaire doivent être distingués :

- renforcement de la concurrence *de manière directe*, en favorisant l'arrivée de banques étrangères sur le marché russe ;

- renforcement de la concurrence *de manière indirecte*, en provoquant des changements structurels de l'économie russe.

⁴ RIA Novosti, 2 juillet 2009, <<http://ria.ru/economy/20090702/176090252.html>>.

Vers une présence accrue des banques étrangères en Russie?

L'adhésion de la Fédération de Russie à l'OMC obéit à un certain nombre de conditions, négociées au préalable. Pour ce qui concerne le secteur bancaire, trois dispositions apparaissent fondamentales :

- Les banques étrangères ne sont pas autorisées à ouvrir de filiales ; elles doivent être enregistrées en tant que personnes morales russes ;

- Le capital étranger présent dans le système bancaire russe est soumis à des quotas ;

- Ces quotas ne comprennent pas les acquisitions de parts dans les banques publiques russes dans le cadre du programme de privatisation d'une partie des grandes compagnies publiques russes (dont, par exemple, la Sberbank).

L'impossibilité pour les banques étrangères d'ouvrir des filiales en Russie signifie que, dans les faits, les banques russes et étrangères resteront sur un pied d'égalité juridique et au niveau des réglementations et de la surveillance. Toutes les banques effectuant des opérations sur le territoire de la Fédération de Russie joueront selon les mêmes règles. L'admissibilité de filiales étrangères sur le marché russe – qui, soit dit en passant, était inscrite dans la version initiale de la loi « Sur les banques et l'activité bancaire » actuellement en vigueur en Russie – aurait provoqué des distorsions de concurrence, ne serait-ce qu'à cause des différences existant entre les règles de surveillance et la présentation des comptes. Ainsi, par exemple, le système russe de comptabilité et de présentation des rapports d'activité se distingue nettement de ceux d'autres pays dont certaines banques possèdent des succursales en Russie. Sans entrer dans le débat portant sur les avantages et les inconvénients de tel ou tel système de comptabilité, remarquons que le volume de la documentation qu'une personne morale russe doit déposer auprès de la Banque centrale est plusieurs fois supérieur au volume que les banques des pays de la zone euro, pour ne citer que cette zone, doivent déposer auprès de leurs banques centrales respectives. Cette différence implique évidemment que les frais consentis par une banque russe pour préparer la documentation financière requise dépassent largement les sommes dépensées dans le même but par une banque européenne, ce qui a naturellement des effets sur la productivité et la compétitivité. C'est pourquoi l'existence de régimes juridiques différents – un commun et un simplifié – aurait créé des

distorsions de concurrence, en offrant à certains acteurs du marché un avantage concurrentiel injustifié.

Cette condition à l'entrée de la Russie dans l'OMC préserve les règles du jeu actuelles et n'influencera aucunement la concurrence dans le secteur. Au milieu des années 2000, la question de l'admissibilité des filiales des banques étrangères sur le marché russe avait été activement discutée dans le milieu des experts. Par exemple, un essai analytique rédigé par I. Sergueev, spécialiste au département financier de la banque « ABN AMRO », a démontré qu'une partie des avantages comparatifs qu'obtiendraient les filiales des banques étrangères pouvait être contrebalancée par une adaptation de la régulation juridique⁵. L'une des questions les plus épineuses aurait été celle de l'absence formelle de capitaux propres des succursales des banques étrangères. Les banques locales, obligées de respecter les normes économiques imposées en fonction du volume du capital, au premier rang desquelles l'obligation de posséder des capitaux en quantité suffisante, se seraient retrouvées dans une situation désavantageuse. Cependant, comme le prouve l'exemple de plusieurs autres pays, il est toujours possible d'introduire dans la législation des dispositions équilibrant les règles du jeu pour les banques russes et pour les filiales des banques étrangères. Par exemple, en Hongrie, les dépenses engagées pour la création de la filiale d'une banque étrangère sont considérées comme son capital propre.

En ce qui concerne les quotas, la limitation à 50 % des capitaux étrangers dans le système bancaire russe, spécifiée dans l'accord sur les conditions de l'adhésion de la Russie à l'OMC, pourrait avoir une influence sur le degré de concurrence dans le secteur bancaire. Cependant, l'analyse des statistiques prouve que cette influence sera limitée. Les données officielles de la Banque de Russie montrent qu'au début 2012 le nombre total de banques dont le capital est détenu au moins partiellement par des non-résidents s'élevait à 230 (voir le tableau 1). D'après ces mêmes données, la part des non-résidents dans le capital cumulé des banques russes était de 27,7 %. La tendance est à la baisse : en effet, rien qu'au cours de l'année 2011, la part des non-résidents dans le capital total du système bancaire russe a baissé de 0,4 %. Cet indicateur avait atteint son niveau maximal début 2009 (il était alors de 28,5 %).

Si l'on passe des indicateurs statistiques à la situation réelle, on constate que, dernièrement, plusieurs banques européennes se sont retirées du marché russe. Parmi les cas les plus emblématiques, citons la fin des activités de HSBC et de Barclays. Différents en de nombreux points, ces deux cas présentent une caractéristique commune : aucune de ces deux banques n'a réussi à acquérir une masse critique de clients individuels à cause de la concurrence féroce des « grands anciens » du marché, russes comme étrangers.

⁵ Agence d'information « Prime-TASS », 25 août 2005, <www.wto.ru/ru/opinion.asp?msg_id=13411>.

Comme l'a montré la pratique, une banque étrangère ne peut réussir sur le marché russe qu'à la condition d'avoir au préalable bien réfléchi aux produits proposés à la vente et identifié les clients potentiels. En outre, HSBC comme Barclays avaient surestimé la demande solvable pour leurs services et ignoré le fait que la Russie, au fond, est un pays relativement pauvre⁶.

Cette thèse est confirmée par les *succes stories* qu'ont connues certains acteurs entrés sur le marché russe des services bancaires de détail dans les années 2000, comme Credit Europa Bank (subdivision de FIBA International Holding, Turquie) ou Home Credit Bank (contrôlé par PPF Group, République tchèque), qui ont réussi précisément sur le segment du marché lié à la vente de services bancaires aux couches de la population aux revenus les plus bas. Ainsi, l'une des plus grandes difficultés rencontrées par toute nouvelle banque étrangère créée en Russie sera de trouver le segment sur lequel elle va concentrer ses efforts pour obtenir une part du marché. Il n'y a là aucune spécificité propre à la Russie : chaque entreprise s'installant sur un marché concurrentiel doit relever un tel défi. Mais il est indispensable de disposer dès le départ d'un *business-plan* adapté aux conditions spécifiques d'un pays où la population est majoritairement pauvre et vieillissante et où l'économie est en développement. C'est pourquoi les filiales bancaires dirigées par des cadres comprenant ces spécificités bénéficieront d'un avantage initial.

En revenant aux statistiques reflétant la présence des banques étrangères, il convient de remarquer que, aujourd'hui, la part des acteurs non résidents dans la capitalisation totale du système bancaire russe est presque deux fois inférieure au niveau maximal autorisé par l'accord d'adhésion à l'OMC. Rappelons que la tendance est plutôt à la baisse de cet indicateur. Tous ces facteurs permettent d'affirmer que limiter cette part à 50 % n'est pas vraiment une contrainte, en tout cas à court et à moyen terme. En outre, il faut prendre en compte les problèmes que rencontrent les banques des pays investisseurs potentiels sur le marché bancaire russe, notamment les banques de la zone euro. En effet, la crise qui affecte actuellement la monnaie unique ne sera probablement pas résolue avant plusieurs années ; elle rend peu probable une expansion de grande échelle des banques européennes sur le marché russe à court terme.

⁶ En termes de consommation finale réelle des ménages en parité de pouvoir d'achat, en 2008 seuls deux pays de l'Union européenne affichaient un niveau inférieur à celui de la Russie : la Bulgarie et la Roumanie (respectivement 77 % et 84 % du niveau russe). Par ailleurs, les revenus de la population russe sont répartis d'une façon très irrégulière : d'après les dernières données disponibles, l'index de la concentration des revenus (le coefficient de Gini) s'élevait en Russie à 42 %. Par comparaison, la valeur médiane de ce coefficient pour les pays de l'Union européenne était de 31,2 %, et il ne dépassait le niveau russe que dans un seul pays, la Bulgarie (45,3%).

Or, c'est précisément l'Europe qui est actuellement le premier investisseur dans l'économie russe. D'après les données officielles de la Banque de Russie (voir le tableau 2), les investissements directs cumulés des pays européens, exprimés en proportion du capital détenu, représentaient au début de l'année 2011 plus des trois quarts de la totalité des investissements étrangers (sans tenir compte des juridictions offshore). Il est connu que l'une des principales motivations pour l'arrivée d'une banque internationale sur un marché étranger est la présence sur place de ses clients ; c'est la raison pour laquelle les banques européennes sont plus présentes que les autres en Russie.

Tableau 2. Part de certains pays dans les investissements directs en Fédération de Russie au 1^{er} janvier 2011 (part du capital)⁷

Pays	Part (%)
Allemagne	20,9
Suède	17,6
France	11,6
Autriche	7,2
Royaume-Uni	4,6
Finlande	4,7
Suisse	5,3
États-Unis	4,8
Belgique	1,8
Japon	1,9
Chine	1,1
République de Corée	2,0
Danemark	1,1
Espagne	1,4
Italie	1,0
République tchèque	1,2
Kazakhstan	0,8

Source : Banque de Russie, calculs de l'auteur.

Ces données illustrent avant tout le fait que la configuration existante du commerce extérieur de la Fédération de Russie et le modèle actuel de son intégration dans la division internationale du travail n'incitent pas suffisamment des acteurs économiques aussi importants que les États-Unis, le Japon, la Chine et d'autres régions à s'installer sur le marché bancaire russe.

En outre, il ne faut pas sous-estimer une question délicate et subjective qui est celle des différences existant entre les cultures d'entreprise des divers pays. Les tentatives d'implantation de certaines banques japonaises ou chinoises ont échoué à cause du manque et des erreurs de communication entre les top-managers de ces pays et les employés russes. À l'heure actuelle, la présence des

⁷ Sans tenir compte des investissements réalisés par le biais de juridictions offshore.

banques japonaises, chinoises et sud-coréennes en Russie est quasi-insignifiante. Leurs rares filiales se contentent d'effectuer un nombre restreint d'opérations avec une clientèle peu nombreuse originaire des pays en question. On l'aura compris : les différences entre les cultures d'entreprise et la faiblesse des échanges commerciaux ne laissent pas supposer un afflux important de capital dans le secteur bancaire russe en provenance de cette zone économique-géographique.

Il n'en demeure pas moins que le développement économique soutenu des pays asiatiques, au premier rang desquels la Chine, ne manquera pas de mettre à l'ordre du jour la question de l'implantation des banques russes et chinoises sur leurs marchés respectifs. Cette tendance sera encore renforcée par la politique chinoise visant à faire du yuan une monnaie régionale et, à terme, mondiale. Un pas dans cette direction a récemment été franchi par la Banque centrale chinoise, qui a autorisé les établissements de crédit russes à ouvrir des comptes dans les banques commerciales qui permettent d'effectuer des virements interbancaires en yuans. Il est vrai que même cette mesure destinée à libéraliser les opérations interbancaires s'est révélée très limitée, car seuls des yuans acquis à la Bourse des valeurs de Moscou (MMVB RTS) peuvent être déposés sur les comptes en question.

Autre obstacle aux investissements directs dans des filiales bancaires en Russie de la part des établissements de crédit chinois : le contrôle étroit exercé par les autorités sur les flux de capitaux dans le secteur financier de l'économie chinoise. Pour que les banques chinoises s'implantent davantage en Russie, ce qui accroîtrait le degré de concurrence dans le secteur bancaire russe, il est donc nécessaire que les autorités de Pékin prennent la décision politique d'appuyer ce processus. Aujourd'hui, rien ne permet de croire qu'une telle décision puisse être prise à court terme. Le scénario le plus probable, pour les cinq années à venir, est que la présence des banques chinoises sur le marché russe se maintiendra au même niveau (faible) – sauf si les décideurs de Pékin changent d'avis.

Tous ces facteurs confirment que le quota établi pour la participation des banques étrangères dans le système bancaire russe ne sera probablement pas atteint dans les prochaines années. Cela s'explique avant tout par le faible intérêt qu'éprouvent aujourd'hui les investisseurs de la plupart des centres de l'économie mondiale pour le marché russe, ainsi que par les problèmes économiques internes de différentes zones géographiques et les limitations imposées par les autorités nationales aux investisseurs potentiels.

Cependant, rappelons qu'à la suite des négociations conduites par le Groupe de travail représentant les intérêts russes lors de l'adhésion à l'OMC, cette limitation de 50 %, déjà très souple et difficile à atteindre, a été encore adoucie, du fait d'une modification du mode de calcul du quota. Ces négociations ont abouti à une formule prévoyant que le quota de 50 % ne concernera pas les prises

de participation des non-résidents au capital des banques publiques effectués dans le cadre du programme de privatisation de ces banques. Par conséquent, d'éventuels investissements dans les plus grandes banques russes actuellement contrôlées par l'État ne tomberont pas sous le coup de la limitation de la présence étrangère dans le secteur bancaire russe.

En résumé, on peut dire que les documents élaborés lors des négociations sur l'adhésion de la Russie à l'OMC laissent un large espace à l'accroissement de la présence des banques étrangères sur le marché russe, que ce soit à travers la création de nouvelles filiales ou par la recapitalisation des filiales existantes. Cela crée un champ juridique favorable à l'afflux d'investissements directs étrangers dans le secteur bancaire russe. Cependant, comme nous l'avons vu, il ne faut pas s'attendre à ce qu'un tel afflux se produise dès les premières années suivant la mise en œuvre de ces normes.

Impact potentiel des changements structurels

Si à l'heure actuelle le système bancaire russe n'apparaît pas assez attractif pour les non-résidents, peut-on imaginer qu'il le devienne grâce aux changements qui affecteront l'économie russe à la suite de l'adhésion du pays à l'OMC ? Quel effet ces changements auront-ils sur le niveau de concurrence entre les établissements de crédit qui existent aujourd'hui ? Pour répondre à ces questions, il faut examiner les mécanismes indirects par lesquels l'adhésion de la Russie à l'OMC et la création de l'Union douanière avec la Biélorussie et le Kazakhstan pourrait influencer le climat concurrentiel dans le secteur bancaire.

Adhésion à l'OMC : quelles conséquences pour le secteur bancaire russe ?

Pour examiner cette problématique, nous nous sommes avant tout appuyés sur la modélisation effectuée par T. Rutherford et D. Tarr (2006)⁸, ainsi que sur une étude récente menée conjointement par le cabinet Ernst&Young et par l'École russe d'économie (2012)⁹. Soulignons que pour évaluer les conséquences de l'adhésion de la Russie à l'OMC, les deux études ont utilisé des modèles appliqués de la théorie de l'équilibre général. L'utilisation de ces instruments a permis aux auteurs de réaliser une analyse chiffrée de l'effet qu'aurait sur la structure de l'économie russe la mise en œuvre des mesures auxquelles la Russie souscrit lors de l'adhésion à l'OMC. Dans le même temps, eu égard à sa spécificité, le modèle de l'équilibre général ne couvre pas toutes les spécificités du système financier : c'est pourquoi ces études, et d'autres études semblables, ne traitent pas des changements qui surviendront dans le secteur bancaire en général et dans la concurrence interne à ce secteur en particulier. Il est vrai que l'objectif des auteurs est de mettre en évidence les

⁸ T. Rutherford et D. Tarr, « Regional Impacts of Russia's WTO Accession », juillet 2006, <http://siteresources.worldbank.org/INTRANETTRADE/Resources/Internal-Training/287823-1116536061368/Regional_ImpactsOfRussiasAccessionToTheWTO.pdf>.

⁹ « WTOrična dlâ Rossii ? Vstuplenie Rossii v VTO : analitičeskij obzor » [L'OMC, secondaire pour le Russie ? L'adhésion de la Russie à l'OMC, aperçu analytique], Ernst & Young, avril 2012, <[www.ey.com/Publication/vwLUAssets/WTO-Russia-April-2012/\\$FILE/WTO-Russia-April-2012.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/WTO-Russia-April-2012/$FILE/WTO-Russia-April-2012.pdf)>.

changements des volumes de production, l'évolution de l'emploi selon les secteurs de l'économie, ou encore les conséquences des modifications de la législation concernant le commerce extérieur sur le volume des exportations et des importations.

Pourtant, les conclusions de ces études fournissent une base intéressante pour examiner les conséquences qu'aura pour le système bancaire l'adhésion du pays à l'OMC. Les résultats obtenus par T. Rutherford et D. Tarr en 2006 sont très proches de ceux de l'étude d'Ernst&Young et de l'École russe d'économie, tandis que cette dernière a intégré des données actualisées concernant les taxes à l'importation. Le seul problème de ces études est la faiblesse des statistiques régionales sur lesquelles se base la modélisation. Néanmoins, elles permettent de tirer les conclusions suivantes :

1. L'effet global du changement des tarifs et de l'amélioration des conditions d'accès des producteurs russes aux marchés étrangers représentera à court terme 0,5 % du niveau de la production agrégée.

2. Cet effet sera différemment réparti selon les secteurs. Les secteurs qui gagneront le plus seront la métallurgie ferreuse et non ferreuse, la chimie et l'industrie pétrochimique. Les perdants seront l'industrie du traitement du bois, l'industrie du papier et de la cellulose, les fabriques d'articles en bois, l'industrie légère et les constructions mécaniques.

3. Pour un meilleur impact sur l'économie nationale de l'adhésion à l'OMC, il est nécessaire d'améliorer le climat d'investissement dans le pays et de mettre en œuvre un ensemble de mesures visant à neutraliser les effets négatifs pour certaines régions.

Le plus important pour le secteur bancaire est le point 2, qui énumère les principales industries qui bénéficieront ou souffriront de l'adhésion de la Russie à l'OMC. Il est intéressant de noter que parmi les secteurs qui gagneront le plus à une meilleure intégration de la Russie dans la division internationale du travail, on trouve au premier rang ceux qui ont un niveau de production élevé et qui sont aujourd'hui largement présents sur les marchés internationaux de capitaux. La structure actuelle de l'économie russe fait coexister de grandes entreprises industrielles, liées avant tout à l'extraction et au traitement des ressources naturelles, avec des banques de petite taille. Ces banques ne sont pas en mesure de satisfaire pleinement les besoins de ces grosses entreprises industrielles à cause de leurs dimensions et de l'absence dans le pays de ressources financières suffisantes. Cette configuration a créé une situation où les banques russes servent principalement une clientèle de taille modeste, essentiellement des entreprises travaillant sur le marché intérieur, tandis que les gros exportateurs ont largement recours aux grandes banques étrangères à l'international et se servent des « banques captives » (« banques de poche ») au sein de holdings au niveau

national¹⁰. Cette configuration particulière fait que l'adhésion de la Russie à l'OMC ne provoquera pas de changements institutionnels notables dans le système bancaire russe.

En revanche, on assistera à une dégradation des conditions économiques dans les secteurs qui sont orientés avant tout vers le marché intérieur et vers des entreprises de taille moyenne. La baisse de la production de ces entreprises conduira à la détérioration de la situation financière des banques travaillant avec elles, à cause de l'augmentation des risques liés aux crédits accordés aux entreprises de ces secteurs en dépression et à la condition des employés de ces industries, notamment ceux vivant dans les « mono-villes » (cité structurée autour d'une seule activité industrielle). Ainsi, on peut s'attendre, après l'entrée de la Russie dans l'OMC, à de nombreuses faillites de banques régionales disposant d'une clientèle peu diversifiée. L'effet pour la concurrence sera contradictoire : d'une part, cela peut réduire la concurrence entre les banques sur certains marchés locaux ; mais, de l'autre, cela peut conduire au contraire à une hausse de cette concurrence, du fait de la baisse du nombre de clients solvables. Ces processus sont déjà à l'œuvre ; ils ne vont que s'intensifier à la suite des changements qui interviendront après l'adhésion de la Russie à l'OMC.

Par ailleurs, on peut s'attendre à des changements dans la structure des opérations des banques russes. Les études citées sur les conséquences de l'adhésion de la Russie à l'OMC indiquent que les changements peuvent bénéficier aux travailleurs les moins qualifiés, principaux consommateurs des services proposés par les banques spécialisées dans le crédit aux couches les moins aisées de la population. Ces banques-là seront les premiers bénéficiaires d'une éventuelle hausse des revenus de cette population.

L'analyse de l'impact sur la concurrence dans le secteur bancaire serait incomplète si l'on laissait de côté le clivage qui existe entre le segment privé et public de ce secteur. C'est précisément entre ces deux parties que la concurrence est la plus acharnée. En s'appuyant sur les conclusions obtenues grâce à la modélisation des conséquences de l'adhésion de la Russie à l'OMC, on peut supposer que la hausse de la concurrence se produira avant tout dans le secteur privé. En effet, c'est précisément sur ce segment qu'il risque de se produire une réduction substantielle de la base de clientèle, alors que l'influence de l'État sur l'économie (une influence dont les agents sont précisément les banques publiques) ne diminuera pas avec la même rapidité. Les flux de capitaux supplémentaires que recevront les compagnies publiques et privées qui auront gagné à l'adhésion du pays à l'OMC bénéficieront à leurs « banques captives » et n'auront pas d'effet positif significatif sur le système bancaire dans son ensemble.

¹⁰ On appelle « captives » les banques consacrées exclusivement au service d'une compagnie donnée.

La création de l'Union douanière et le système bancaire

Le processus de mise en place de l'Union douanière entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan a duré de 2007 à 2011, parallèlement aux dernières années des négociations sur l'entrée de la Russie dans l'OMC. On peut d'ores et déjà constater que l'impact de cette organisation régionale sur le système bancaire russe est quasi invisible. L'harmonisation des législations douanières et autres des trois pays n'a pas apporté de changements notables à la configuration du secteur bancaire russe. La première explication tient au fait que la création de l'Union douanière a eu un effet trop limité sur l'économie de la Russie pour peser significativement sur les flux financiers entre les trois pays ou à l'intérieur de la Fédération de Russie. Pour estimer les conséquences que l'Union douanière pourrait avoir à long terme, voyons quel pourrait être l'afflux d'investissements directs de la part des deux autres membres de l'Union dans le secteur bancaire russe. Pour cela, il faut d'abord évaluer les dimensions relatives des économies des trois pays (voir le tableau 3).

Tableau 3. Volume du PIB des pays membres de l'Union douanière, en milliards de dollars américains

	En 2011
République de Biélorussie	48,9
République du Kazakhstan	186,3
Fédération de Russie	1852,4

Source : Comité des statistiques de la CEI, calculs de l'auteur.

Ces chiffres indiquent que l'économie russe est dix fois plus importante en volume que l'économie kazakhe, et presque quarante fois plus importante que l'économie biélorusse. Il va de soi que, étant donné l'écart de taille existant entre ces économies, le volume potentiel des investissements effectués en Russie par les deux autres États membres de l'Union douanière est plus que modeste. En outre, il est peu probable à court terme que ces pays découvrent des ressources d'investissement supplémentaires qui entraîneraient l'expansion de leurs banques sur le territoire russe. Pour vérifier cette thèse, examinons la dynamique de l'un des indicateurs clés du potentiel d'investissement du secteur bancaire, à savoir le montant des dépôts effectués par des personnes physiques (par habitant) dans les banques nationales (voir le tableau 4).

Tableau 4. Dépôts effectués par des personnes physiques dans des établissements de crédit, par habitant, en dollars américains

	2007	2008	2009	2010	2011 1 ^{er} trim.
République de Biélorussie	514	648	681	808	828
République du Kazakhstan	751	773	793	902	939
Fédération de Russie	1420	1677	1651	2235	2396

Source : Comité des statistiques de la CEI

Ces données montrent que depuis 2007 (année d'avant-crise), les dépôts individuels dans les banques de Russie ont augmenté en moyenne de presque 70 %, alors qu'au Kazakhstan, ce même indicateur n'a augmenté que de 25 %. Il faut examiner attentivement les données concernant la Biélorussie où, selon les données officielles, la hausse est comparable à celle enregistrée en Russie (un peu plus de 60 %). Mais il faut tenir compte du fait que la monnaie nationale de la Biélorussie a connu une dévaluation qui a pratiquement divisé sa valeur par trois. Le cours du rouble biélorusse par rapport au dollar américain est passé de 3 054 roubles pour un dollar à la fin mars 2011 à 8 020 roubles pour un dollar à la fin mars 2012. Si l'on tient compte dans nos calculs de cette dévaluation massive, alors on constate que non seulement le volume moyen des dépôts bancaires entre 2007 et le premier trimestre 2011 n'a pas augmenté, mais qu'il a au contraire baissé de presque 40 %. Nous pouvons donc affirmer avec certitude que ce n'est pas seulement la différence de taille des économies, mais aussi la dynamique d'un indicateur fondamental du développement du système bancaire dans les pays de la CEI qui témoignent que les deux autres pays membres de l'Union douanière ne disposent pas du potentiel qui leur permettrait d'accroître leur poids dans le secteur bancaire russe.

Soulignons qu'à l'heure actuelle on assiste à un phénomène inverse, à savoir l'expansion des banques russes sur les marchés de la Biélorussie et du Kazakhstan. Ainsi, en 2009, Sberbank a acquis l'une des plus grosses banques de Biélorussie (Belpromstroïbank), tandis que la Banque russe de commerce extérieur (Vnechtorgbank) ouvrait une filiale au Kazakhstan. Il faut aussi noter que la question de l'admission des banques russes sur les marchés de ces pays, spécialement du Kazakhstan, est hautement politisée.

Conclusion

Il apparaît clairement que si la concurrence doit se renforcer dans le système bancaire russe, celle-ci sera due presque exclusivement aux changements structurels de l'économie nationale.

Il ne faut pas s'attendre à une hausse de la présence des banques étrangères sur le marché russe. Cela est lié au faible intérêt qu'éprouvent aujourd'hui les acteurs étrangers pour une expansion en Russie, ainsi qu'aux problèmes intérieurs qui affectent les pays exportateurs de capitaux potentiels vers la Russie. En outre, la politique des gouvernements nationaux impose des restrictions sur les flux financiers, comme c'est le cas avec la Chine.

Des changements structurels susceptibles de se produire dans l'économie russe pourraient aboutir à un changement du niveau de la concurrence dans les régions de Russie où le rôle des secteurs en dépression, grands perdants des changements des règles du commerce extérieur, est primordial. La faillite des banques liées à ces entreprises réduira l'offre de services bancaires dans ces régions. Dans le même temps, on assistera à une intensification de la concurrence autour des clients solvables restants. Ces processus affecteront avant tout les banques privées, tandis que les banques contrôlées par l'État ne subiront pas de pressions significatives.

La hausse des revenus des travailleurs peu qualifiés employés par des entreprises bénéficiaires de l'adhésion de la Russie à l'OMC offrira des opportunités à des banques spécialisées dans les services aux couches les moins aisées de la population, avant tout dans le secteur de la vente de crédits.

L'Union douanière n'aura quasiment aucune influence sur le système bancaire russe, du fait de la faiblesse concurrentielle des systèmes bancaires biélorusse comme kazakh. La dynamique économique liée à la collaboration des trois pays au sein de l'Union douanière sera insignifiante en comparaison avec l'influence de l'adhésion de la Russie à l'OMC.